

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

JEUDI

30

OCTOBRE

1975

N° 24

1,50 F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

## AIR FRANCE "les crs, c'est la preuve que les patrons ont peur de nous"



Arrivant en délégation par plusieurs centaines, de Roissy et d'Orly, les travailleurs d'Air France se sont retrouvés plusieurs milliers, hier matin, rue de Rivoli. La manifestation prit la direction du ministère des Finances. Pendant plus de deux heures, ils scandèrent : «Pas de pognon, pas d'avion», «Augmenter nos salaires de misère», «Non à l'austérité, Air France doit payer», «Nous voulons, nous aurons satisfaction»... La manifestation s'arrêta ensuite devant le ministère des Impôts et de la Hausse des Prix, face à une rangée de CRS. «Les CRS ont les voit partout où on va, mais

au lieu de nous intimider, ils sont la preuve que la bourgeoisie a peur de nous, cela renforce notre combativité !», nous déclarait un gréviste de Roissy.

Mardi, les travailleurs avaient voulu bloquer les pistes mais les CRS étaient là, alors ils se sont dirigés vers l'autoroute, bloquant la bretelle qui donnait accès à l'aéroport, annulant ainsi plusieurs vols. Au même moment, à Orly, des grévistes occupaient la salle des télétypes (régulation des vols). La manifestation d'hier matin, par sa combativité, son dynamisme, est une preuve de la mobilisation grandissante à Air France.

Pour les travailleurs, il s'agit, aujourd'hui, de se préparer à une lutte de longue haleine et ils sont bien décidés à aller jusqu'au bout. Tous les jours, de nouveaux travailleurs viennent renforcer le camp des grévistes. Hier, ils débrayaient à 90 %, à Orly, et pratiquement à 100 %, à Roissy. Aujourd'hui, se tient la réunion du Comité Central d'Entreprise où la direction devrait annoncer différentes mesures. Les grévistes sont bien décidés à faire échec à toutes les manœuvres que pourra tenter la direction. Cette manifestation est la preuve de la combativité et de la détermination des ouvriers d'Air France.

## un patron tire sur un piquet de greve

Furieux de voir ses ouvriers en greve l'empêcher de rentrer dans l'usine, le gérant de cette usine de Villers-Coterets dans l'Aisne a été chercher son fusil de chasse et a tiré plusieurs coups de feu sur le piquet de greve. Après avoir blessé un travailleur, il a poursuivi, l'arme à la main, les autres à l'intérieur de l'usine. Habituellement, les patrons laissent ce soin aux CRS. Mais ces derniers mois, parallèlement aux interventions brutales des CRS contre les occupations d'usine ou les manifestations, les agres-

sions patronales se sont multipliées.

Mai 75 : Amaury envoie ses chiens contre les ouvriers du «Parisien Libéré».

Juillet 75 : Des ouvriers en greve des Câbles de Lyon de Clichy sont fauchés par une voiture : deux blessés graves.

Octobre 75 : Un camion force sur un piquet de greve à Warnton, dans le Nord : deux blessés.

Les auteurs de ces crimes contre les travailleurs bénéficient presque toujours d'une totale impunité.

## giscard au plateau d'albion

La visite de Giscard au sanctuaire d'Albion, en Haute-Provence, là où sont enterrés les missiles fixes de la force de frappe, n'est pas anodine. Le gouvernement entend lui donner une signification du même type que celle du voyage éclair en sous-marin nucléaire l'an dernier : il veut montrer la continuité de la politique d'indépendance nationale par rapport à la période gaulliste. Mais une telle preuve ne va pas aussi facilement.

suite page 3

## LE FILS DE BEN BARKA



Mehdi Ben Barka

" nous lutterons pour que toute la verite soit faite "

29 octobre 1965 : Mehdi Ben Barka, leader de l'opposition marocaine, est enlevé et assassiné en plein Paris par la police française et les services de sécurité marocains. Aujourd'hui, son fils Bachir, pour éviter que l'affaire ne soit juridiquement étouffée, dépose une plainte contre X pour homicide volontaire.

-Le Quotidien du Peuple : Tu as déposé une plainte pour homicide volontaire et t'es constitué partie civile, pour éviter que l'affaire ne soit enterrée, dix ans après. Depuis le premier procès, qu'y a-t-il de nouveau ?

-Bachir : Juridiquement, il y a des éléments nouveaux qui peuvent aider à la découverte de la vérité et qu'il faut exploiter. Politiquement, beaucoup de choses se sont passées depuis dix ans, à Paris comme au Maroc. Il y a eu d'autres «affaires» Ben Barka, avec enlèvements et assassinats. Ainsi, à Tunis, en 1973, un militant du Parti de mon père, l'USPF, Elmanouzi a disparu dans les mêmes conditions que Mehdi Ben Barka. De plus, les contradictions se sont encore aggravées entre Hassan et le peuple marocain, et je crois que tout changement au Maroc ne peut qu'aider à la découverte de la vérité.

-Le Quotidien du Peuple : Est-ce à dire que les assassins de Ben Barka sont uniquement marocains ? C'est De Gaulle qui a lancé la thèse de la seule culpabilité d'Oufkir, pour «Laver» les différentes polices françaises qui ont aussi aidé à l'assassinat de ton père...

-Bachir : Pour moi, Oufkir, alors ministre de l'Intérieur, et Dlimi, chef des services de sécurité, n'ont été que des exécutants de Hassan. Hassan, c'est l'instigateur. Quant à la police française, je te rappelle qu'en janvier 1966,

le 25, Lecanuet a déclaré à la Mutualité que Roger Frey, alors ministre de l'Intérieur, était responsable, dans l'assassinat de mon père, d'un délit justifiable de la Haute Cour. Aujourd'hui que Lecanuet est Garde des Sceaux et que Frey est président au Conseil d'Etat, j'espère qu'il n'a pas changé d'avis...

-Le Quotidien du Peuple : Aujourd'hui, Ben Barka, qui est-ce pour les masses marocaines ?

-Bachir : Les idées de mon père sont toujours d'actualité. D'abord par son combat contre l'impérialisme. Il a été assassiné au moment où il organisait la Conférence Tricontinentale des peuples anti-impérialistes. Et puis, aussi, pour son combat contre Hassan. Le dernier livre de mon père, «Options révolutionnaires au Maroc», est très lu par la jeunesse marocaine.

-Le Quotidien du Peuple : Giscard est allé chez Hassan. La relance du procès ne tombe-t-elle pas dans un contexte défavorable ?

-Bachir : C'est vrai, et la collaboration entre les polices française et marocaine s'est renforcée depuis. Mais je crois que si les révolutionnaires et démocrates français se mobilisent, ils nous aideront beaucoup. D'ailleurs, nous ne comptons pas limiter notre action au seul plan judiciaire.

Propos recueillis par Camille NOEL

**la vie du journal**

# DANS NOTRE COURRIER

JP. L de Montreuil

de Strasbourg

Depuis deux ans, je fais de l'alphabétisation dans un foyer de travailleurs africains noirs (...). En dehors de mes cours, je reste avec eux des heures pour répondre à des questions souvent politiques.

Il est nécessaire de bien connaître les rapports sociaux entre les travailleurs du même foyer.

Les jeunes immigrés subissent la loi des grands frères, c'est le droit d'aînesse qui domine les rapports. Cependant, 2 ans après leur arrivée ils se révoltent contre cette domination, contre la société qui les isole, contre le racisme... Ils veulent être plus indépendants, mais l'influence de l'individualisme prend vite place dans cette volonté d'indépendance vis-à-vis de la famille (voir le rôle important des films de violences tel Bruce Lee). Ce qu'il faut c'est capitaliser cette révolte en un mouvement profitable à l'avancée de la lutte d'ensemble des travailleurs.

Je suis d'accord pour apporter ma contribution au Quotidien du Peuple, pour y apporter les expériences que j'acquiers dans ce foyer, mais de façon un peu trop isolée.

...Inaugurant dans la même foulée une piscine et une caserne de gendarmerie, dans le Bas-Rhin, A. Bord, la doublure falote que s'est choisi Chirac à la tête de l'UDR, a développé longuement le thème de la violence «phénomène inacceptable et inadmissible à l'échelle mondiale». Commentant la condamnation à mort du jeune Bruno, Bord a eu ces mots : «les excès mènent aux excès. Parce que les assassins sont devenus biens jeunes et que les jeunes sont devenus assassins, refusant toute contrainte, et voulant tous les droits, ils ont conquis le dernier celui de tuer et d'être tué à 17 ans... Nous entrons dans le temps des bourreaux parce que nous sommes entrés dans le temps des assassins.» Voilà clairement désignée la cible du pouvoir : tous ceux, en premier lieu les jeunes, qui refusent «toute contrainte», et qui veulent «tous les droits»...

Sans commentaire !

**DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL.**

Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au : QUOTIDIEN DU PEUPLE en téléphonant au : 208 65 61 PARIS de 8h30 à 13h.

Un médecin de Marseille

(...) L'autre jour à TF1, il y avait un interview du docteur JP Escande qui nous était présenté comme un contestataire, sur le thème : «les médecins guérissent-ils ou non ?»

A la question, sommes-nous bien ou mal soignés, le D. Escande répond : «les français ne sont pas si mal soignés. De toute façon, il y a toujours quelqu'un pour attraper l'autre qui n'est pas très bon». Pour lui, résoudre le malaise de la médecine, c'est former de meilleurs généralistes, améliorer l'enseignement hospitalier et universitaire. Ce qui ne l'empêche pas de justifier que l'autorité suprême a le droit de demander 500F pour une consultation : c'est normal, il a étudié !

(...) Ce lardin de la bourgeoisie fait l'éloge de Simone Veil (malheureusement elle est mal conseillée !), de l'efficacité des trusts pharmaceutiques (pourtant il faudrait tout de même réduire un peu le nombre des médicaments, il y en a un peu trop !). Quant aux confrères qui par complaisance se laissent prendre par le travailleur fatigué qui en a marre de son boulot et lui délivrent un arrêt de travail, c'est inadmissible pour ce cher D. Escande ! Mais est-ce que le D. Escande se demande si des conditions de vie différentes ne transformeraient pas cet état de choses, il n'en est pas question ! Cela prouve bien comment cette fameuse «contestation» est limitée (...). Seule l'unité ouvriers-paysans permettra d'obtenir une santé au service du peuple.

## Dans les entreprises

- AU CENTRE DE TRI PLM DE PARIS.

Avec le Quotidien du Peuple on a entrepris de faire tous les jours le tour des services et des brigades... On propose aux gars de se retrouver régulièrement après le boulot dans un café du coin, histoire de lire et de discuter le canard du jour. Ça commence à marcher...

- A LA SMN (CAEN)

Le journal circule... car les gens se posent des questions, ils ne l'ont pas balancé comme ils auraient pu le faire d'un journal «gauchiste». Ils m'ont demandé ce que c'était. Il y a un gars qui est plutôt «rien que pour lui» dans le secteur, qui l'a pris l'autre jour et l'a emmené pour le bouquiner dans le tracteur. Les gars cherchent quelque chose. Ils disent que la presse et la TV ça ne va pas comme information. Ils ont bien remarqué en juillet-août par exemple, que dans Ouest-France, il y avait toujours une page pour d'Ornano et le culte de sa personnalité. Ils pensent que l'idée d'un journal fait avec les ouvriers est bonne (...). Il faut leur montrer encore mieux, que dans le Quotidien, ce n'est pas la même information, que c'est la nôtre...

— POUR UNE PARUTION 6 JOURS SUR 7 D'ICI 15 JOURS

— POUR UN 12 PAGES QUOTIDIEN DANS UNE 2° ÉTAPE

# RASSEMBLONS LES 15 MILLIONS TOUT DE SUITE

Une parution plus fréquente, le passage aux douze pages, c'est par là que passe aujourd'hui l'amélioration du Quotidien du Peuple. Vos lettres fourmillent d'idées, de suggestions, de propositions qui suffisent déjà à en montrer la nécessité. C'est ainsi que vous nous écrivez :

**DE GRENOBLE :**

«Il n'y a pas assez de place pour les luttes».

**D'AIX :**

«Un peu plus souvent des articles sur la condition féminine : enquêtes sur les journaux dits «féminins», sur la publicité qui se sert des femmes et contribue à en donner une certaine image...».

«Des articles satiriques, des caricatures, des bandes dessinées...».

**DE SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS :**

«Proposition de rubrique : un billet régulier sur Europe 1, en prenant pour cible plus précise le commentaire de J.F. Kahn, à 8 H du matin, spécialement placé pour attaquer les révolutionnaires».

**DE GIVORS :**

«Plus d'articles sur le sport».

**DE THONON :**

«Agrandissement du format ! Passage à douze pages ! Parution le samedi (c'est important pour les marchés)».

**DE NANTERRE :**

«Multipliez les nouvelles brèves».

**DE VILLEURBANNE :**

«Il faudrait de temps en temps des articles en langue étrangère».

**DE ROANNE :**

«C'est bête que le Quotidien du Peuple ne sorte pas le samedi, c'est le seul jour où j'ai le temps de lire les journaux».

A votre tour, écrivez-nous pour nous dire ce que vous attendez d'un douze pages quotidien, six jours sur sept. Mobilisons-nous pour rassembler les 15 millions !



P.C. de Paris

Depuis quelque temps, j'achète votre journal (...). Je voudrais vous dire ce que j'attends d'un quotidien révolutionnaire.

Je suis de la génération de ceux qui sont venus à la politique en mai 68 (...). Depuis, comme beaucoup, j'ai cherché à m'orienter (...). La période que nous vivons est caractérisée par une immense confusion idéologique (...). Votre rôle, votre rôle historique est à mon avis de faire un immense travail de recherches, de confrontations...

Vos articles «les travailleurs et la crise» sont très intéressants. Mais il faudrait analyser en profondeur les caractéristiques de ce nouveau capitalisme, de ce néo-libéralisme. Quelle est cette nouvelle idéologie ?... Il vous faut répondre à toutes les questions... Beaucoup de marxistes, de sympathisants du courant révolutionnaire sont aujourd'hui isolés. Il y a un profond scepticisme dans une importante fraction des sympathisants du mouvement révolutionnaire. Trop souvent l'extrême gauche a esquivé les problèmes ou les a mal posés. De même qu'il ne faut jamais esquiver un problème, il ne faut sous-estimer aucune oppression. Ne sous-estimez aucune lutte. Et je pense que la lutte sur le front culturel est d'une importance capitale. Dans le domaine de la littérature, du théâtre, du cinéma, de l'architecture, il faut chercher la solution juste (...). Du courage que vous aurez à répondre à toutes les questions qui se posent au mouvement révolutionnaire dépendra l'avenir du Quotidien du peuple...

Le Quotidien du Peuple (publication du PCR (ml)) Adresse postale : BP 225 75 924 Paris cedex 19

CCP n° 23 132 48 F Paris

Directeur de publication Y CHEVET imprimé par L.M.F. Diffuse par les NMPP

## JE SOUSCRIS

10 F      50 F      100 F      F

Nom ..... Profession ..... Adresse .....

envoyez au Quotidien du Peuple BP 225 75924 - Paris Cedex 19 CCP 23 132 48 F Paris

## je m'abonne

250 F      1 AN  
150 F      6 MOIS  
80 F      3 MOIS  
30 F      1 MOIS

Nom ..... Profession ..... Adresse .....

envoyez au Quotidien du Peuple BP 225 75924 - Paris Cedex 19 CCP 23 132 48 F Paris

## communiqués

NANTES

Meeting Quotidien du Peuple JEUDI 30 OCTOBRE, à 20 h 30

Salle Paul Bert

avec André ROUSTAN, des journalistes du Quotidien du Peuple,

débat

sur le Quotidien du Peuple, la crise, etc...

## «LIBÉRATION» CONDAMNÉE

Le journal «Libération» publiait hier une information sur trois condamnations qui lui ont été infligées par la justice bourgeoise. La première à la suite de la publication d'un interview imaginé du danseur mondain Philippe Bouvard qui gagne sa vie à cracher des mondanités grinçantes aux grands du «Tout-Paris». Le second jugement a condamné «Libération» pour avoir accusé le juge Zollinger : un détenu portugais, Bernardo, s'était suicidé, à la suite d'un refus de mise en liberté par Zollinger. Enfin, dans le procès Pouget, «Libération» était coupable d'avoir publié une biographie de Pouget, ancien d'Algérie, par des soldats ayant servi sous ses ordres ; ils le décrivaient comme un adepte de la torture. Pouget, aujourd'hui journaliste au Figaro, n'a pas apprécié.

La bourgeoisie, devant ses tribunaux, défend, comme on le voit, ses amuseurs, ses journalistes-soldats, ses juges. Comme chacun sait, il n'y a que la liberté d'expression bourgeoise qui préoccupe les tribunaux. Pour les progressistes, c'est la censure, financière ou autre, qui est la règle. Ces décisions sont à rapprocher de la campagne qui, au nom de la lutte contre la pornographie, vise en fait à interdire toutes les publications qui contestent son ordre.

## en bref

## LA SÉRIE PONIATOWSKI CONTINUE

Poniatowski est allé défendre devant les sénateurs le vote du budget de la police. Comme en mille occasions, il a vanté l'efficacité de sa répression. «Les opérations coups de poings, a-t-il dit, sont extrêmement payantes». Nous, on se rappelle le coup de poing raté contre le gangster Willoquet, il y a deux jours. On se rappelle aussi que dans le métro parisien, il y a eu en 1973, 1282 arrestations, contre 1284, soit deux de plus, en 1974, grâce aux opérations coup de poing. Ce qui est payant, par contre, c'est le fichage de la population (le nombre des fichages à la suite de ces opérations a doublé à Paris), et les opérations de traque des jeunes et des travailleurs immigrés. Voilà le sens du budget de Poniatowski. Nous y reviendrons.

## CONCERT POLICIER : ACHILLE FOULD PRÊTE SA VOIX A PONIATOWSKI

«Je sens monter la colère des postiers» déclare Achille Fould suite au hold-up dans un bureau de poste du 16<sup>e</sup>, au cours duquel un passant qui tentait de ceinturer le gangster a été tué. Quand Achille Fould parle de la colère des postiers, il ne s'agit pas bien sûr de leur colère devant le manque d'effectifs et les bas salaires. Les déclamations du ministre des PTT n'ont qu'un but : trouver de nouvelles raisons au renforcement du dispositif policier dirigé contre les travailleurs. Il annonce qu'il va étudier avec Poniatowski les mesures à prendre.

La prétendue protection de la police, les postiers savent déjà à quoi s'en tenir sur ce point, en particulier ceux des centres de tri que la police a expulsés de leurs lieux de travail, lors de la grève de l'an dernier.

## GISCARD AU PLATEAU D'ALBION

## QUE REPRÉSENTE LE PLATEAU D'ALBION ?

Les dix-huit missiles de Haute-Provence ne représentent que la partie fixe de la force de frappe. Deux autres composants en forment en fait l'essentiel : les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins-type Redoutable et les bombardiers stratégiques Mirage IV commandés depuis le PC de Taverny. Le dispositif du plateau d'Albion représente en fait la partie la plus vulnérable de l'ensemble, puisqu'elle est fixe et localisée par tout adversaire potentiel.

## LA FAIBLESSE FINANCIÈRE DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

18 missiles atomiques terrestres sont bien le signe de la faiblesse financière de l'impérialisme français. Les USA, à titre de comparaison, en ont 1 054. Alors qu'en novembre 74, la bourgeoisie française a dû, pour des raisons budgétaires, stopper la construction prévue d'une batterie de 6 autres missiles. Même si le remplacement des missiles actuels est prévu en 1978 (par des missiles S3 supérieurs), cette décision montre les limites étroites de la politique militaire française.

## LES PRESSIONS DES SUPER-PUISSANCES

À cet égard, la politique de Giscard en rabat sérieusement en comparaison avec la période gaulliste. Cela montre -quelles que soient par ailleurs les réaffirmations de continuité- qu'une telle politique n'est plus aujourd'hui praticable. Et il ne s'agit pas d'une différence de personnalité entre de Gaulle et Giscard : l'accroissement des pressions des deux superpuissances, en particulier en Europe contraint en effet l'impérialisme français à des concessions de chaque côté : qu'il s'agisse de la nouvelle attitude sur la question de l'OTAN ou qu'il s'agisse des reculs de Giscard à Moscou dernièrement sur la question du désarmement. Les révisionnistes du PCF, qui nient que l'URSS soit une superpuissance impérialiste, favorisent son jeu en ne dénonçant que les reculs vis-à-vis de l'impérialisme US.

En fin de compte, les difficultés de la bourgeoisie française, toujours prête à reculer pour sauver sa domination, montrent qu'on ne peut s'en remettre à sa direction pour une indépendance nationale

rapports des Houillères !  
LIÉVIN «pas d'infraction au règlement»

Ça y est, ces Messieurs du Service des Mines ont rendu leur rapport sur la catastrophe qui coûta la vie à 42 mineurs le 27 décembre dernier. 300 pages pour essayer de montrer que les Houillères sont innocentes, qu'aucune infraction grave n'a été commise.

Le document n'a pas été publié mais d'après les premiers éléments connus, le Service des Mines, à la suite de ses «enquêtes» et de nombreuses «expériences» réalisées par le CERCHAR (le Centre d'Etudes et de Recherches des Charbonnages de France), la catastrophe serait due à un coup de grisou, suivi d'un coup de poussier.

Mais d'où vient le grisou ? Pourquoi s'est-il accumulé ? Pourquoi n'a-t-il pas été détecté ? Pourquoi la poussière s'est-elle accumulée ? Pourquoi l'explosion n'a-t-elle pas été arrêtée et pourquoi s'est-elle propagée sur 4 km de galeries ?

Il semble bien que Messieurs les experts n'apportent pas de réponse à ces questions.

Pourtant la Commission Populaire d'enquête, au Tribunal Populaire de Liévin avait clairement montré que les réponses à ces questions constituaient toutes des accusations flagrantes contre les Houillères : maintien d'un é-



Les Pluton : une pièce tactique de l'arsenal nucléaire français.

conséquence. Ce qui est en jeu, ce n'est pas la suppression de la force nucléaire, mais, au contraire, pour les révolutionnaires, c'est la question de l'utilisation de cette force au service du peuple, avec la protection contre les dangers du nucléaire pour le peuple.

Paul LEFORT.

## DERRIÈRE L'ÉCRAN DU PORNO

La vertu indignée du conseil des ministres a examiné, hier, le projet de taxation des films pornos. Sans rappeler bien sûr, que Michel Guy, ministre de la culture, a été un chaud partisan de la distribution généralisée et sans censure du cinéma pornographique. Le porno a bon dos. La lutte contre le porno subitement déclenchée aujourd'hui n'est pourtant qu'un écran ; elle a des préoccupations plus larges : on a surtout parlé de l'amendement proposé par Foyer qui prévoit de taxer férocement tous les films interdits aux moins de 18 ans. Et là, il s'agit à l'évidence, non de la «moralité» ou de la «vertu» : c'est un amendement, s'il était accepté, qui permettrait une censure financière automatique sur tous les films politiques. De quoi perfectionner le système actuel d'avances accordées seulement aux cinéastes qui ne dépassent pas les limites du libéralisme... Quant à F. Giroud, tout en s'affirmant contre le porno, elle continue d'apprécier l'esclavagisme d'"Histoire d'O".

## première réunion du Haut Comité de l'Environnement

## LES POLLUEURS PEUVENT DORMIR TRANQUILLES

Hier, se tenait la première réunion du Haut Comité de l'Environnement sous la direction de Jarrot. Devant ce public de hauts fonctionnaires et de scientifiques tous dévoués à la bourgeoisie, tel Le Prince Ringuet, le soi-disant ministre de la qualité de la vie a pu vanter son action : «Nous avons lancé une politique

de contrats avec Pêchiney, St-Gogain, Creusot-Loire... Jarrot se vante aussi d'avoir «passé la majeure partie de sa vie en milieu ouvrier, et de savoir l'importance d'un jardin potager pour les ouvriers». Le témoignage d'un lecteur du Creusot montrera comment, sans sa circonscription, Jarrot conçoit la «qualité de la vie».

Mais derrière ce verbiage sur «l'amélioration du cadre de vie» dont il avoue que c'est un «moyen privilégié de relancer notre croissance» en offrant de nouveaux débouchés au capitalisme, des menaces apparaissent : «l'activité (de certaines associations de défense) dégénère souvent en violence. Il faut

réduire ces phénomènes de pathologie sociale...» Que les Corcés qui luttent contre le déversement des boues rouges, ou les paysans qui luttent contre l'implantation des centrales nucléaires le sachent : tout partisan de «la qualité de la vie» qu'on soit, on n'en sait pas moins montrer les dents.

Le PDG de Pêchiney-Ugine-Kuhlmann s'engageait, le 23 juillet dernier, à équiper ses usines pour éviter la pollution, il recevait, à cette occasion, les félicitations de Jarrot. A Auzat, village des Pyrénées ariégeoises, proche de la frontière andorranne, Pêchiney a installé une usine de production d'aluminium. Une ancienne cultivatrice d'Auzat nous parle de la mort lente de son village natal et des environs.

«Ça a commencé par la canalisation des torrents pour la centrale électrique. Les enfants du pays sont morts par dizaines dans les travaux de terrassement. Un de mes oncles a été écrasé sous un éboulement. C'est ensuite que Pêchiney a construit son usine. Ils ont pris

toutes nos meilleurs terres pour l'usine. Au début, on croyait que ça apporterait du travail, mais ils ont fait venir les ouvriers d'ailleurs et sur les terres qui nous restaient, les fumées et les déchets rejetés par l'usine ont vite rendus toute culture impossible. Quand on allait cueillir de l'herbe pour les lapins, on avait les mains noires, les feuilles des arbres aussi étaient noircies. Je me souviens que ma grand-mère pouvait mettre des pommes dans son grenier, on en mangeait tout l'hiver, maintenant, il n'y a que des pommes flétries, des cerises minuscules, plus de pêches, et pourtant du temps de mon père, on en avait des beaux fruits ! On n'élève plus de vache, elles crèvent toutes. On faisait

du fromage, du beurre, il faut tout acheter, maintenant, même le lait. Il faut aller à l'épicerie, chez le socialiste, le maire ; on dit dans le pays que l'usine, ça n'a rapporté qu'à lui, il a acheté tous les commerces.

Il y a encore quelques poissons dans la rivière, mais on n'en mange plus. L'usine rejette ses déchets dans les champs autour et ça va dans la rivière.

Auzat se meure, Monsieur ! Les paysans sont presque tous partis ; et ce n'est pas fini. L'EDF veut construire un autre barrage qui va noyer notre plus belle vallée, le Pla de Soulcem. Où iront les vaches et les moutons qui vont pacager l'été ?

Jarrot est maire de Montceau-Mines, député de la circonscription. Il est intéressant de savoir comment le soi-disant ministre de la qualité de la vie agit contre la pollution dans sa propre circonscription.

Un lecteur du Creusot nous écrit : «Que fait le maire du Creusot, député UDR ? Dès les premières alertes, il vend son cheptel. Que fait Jarrot, ministre de la qualité de la vie, président de la communauté urbaine Montceau-Le Creusot ? Depuis le début de la pollution au fluor, il est absent. Lors de la dernière réunion du 5 septembre où les paysans en colère ont quitté la salle, le ministre inaugurait une auberge à quelques kilomètres.

reportage et débat

LES PROPOSITIONS DU P«C»F

# la relance de la consommation : une mystification

Aux travailleurs durement et massivement frappés par la crise de l'impérialisme français, par la récession économique, le P«C»F, et à sa suite, la direction de la CGT, répondent que des mesures économiques immédiates pourraient être prises dès maintenant, par le gouvernement en place, pour stopper le chômage et défendre l'emploi.

C'est le discours-programme de Marchais à Albertville, en septembre 74, repris dans sa conférence de presse du 8 août. En somme, le plan de relance que le P«C»F oppose à celui du gouvernement bourgeois en place.

## une solution miracle

Sans se perdre dans la multiplicité des détails techniques, tout repose en fait sur l'idée qu'il faudrait la relance de la consommation populaire pour résorber le chômage et améliorer les salaires.

Leur argumentation est très bien résumée dans la petite bande dessinée ci-contre, en six épisodes (publiée par la FFTL) :

- 1- L'ouvrier dit «j'ai de l'argent donc je peux acheter»
- 2- Le commerçant : «il peut acheter, donc je peux vendre».
- 3- Le capitaliste souriant : «il peut vendre donc, je peux fabriquer».
- 4- L'ouvrier : «Je peux travailler, donc j'ai de l'argent». Et retour à l'image n°1.

Conclusion «Et la fête continue». C'est-à-dire l'économie capitaliste tourne bien.

En clair il suffirait de donner du travail aux chômeurs pour qu'ils aient de l'argent. Ayant de l'argent, ils consommeraient plus. Consommant plus, ils amèneraient une relance de la production, et par là, la création d'emplois. Au fond la machine économique (capitaliste) serait grippée, bloquée, aujourd'hui, parce que les dirigeants actuels de l'Etat bourgeois ne voudraient pas donner davantage de travail, davantage de salaire aux travailleurs.

Ces arguments s'appuient sur une réalité éprouvée directement par des millions de travailleurs aujourd'hui : la bourgeoisie les réduit au chômage partiel ou total, abaisse brutalement le pouvoir d'achat, les appelle à se serrer la ceinture. Et pourtant, des machines, des installations énormes tournent au ralenti, ou sont même vouées à la destruction. Sans compter les tonnes de produits agricoles et de poissons qui sont volontairement détruits. C'est effectivement une

absurdité révoltante. Ne serait-il pas possible que tous les travailleurs inemployés fassent tourner ces machines et profitent ainsi des richesses produites ?



## la logique du profit

Eh bien, non, c'est impossible tant que la bourgeoisie aura le pouvoir, tant qu'elle imposera le système capitaliste, elle imposera à des millions de travailleurs cette logique absurde. Car cette logique absurde, c'est la logique du profit.

1° L'ensemble des capitalistes, monopolistes ou non, n'organise pas du tout la production pour satisfaire les besoins des masses, mais pour faire du profit. Faire du profit, cela suppose, en premier lieu, payer au plus bas prix possible, la force de travail des ouvriers. Plus le salaire est bas, plus les profits sont élevés. Ainsi, le système capitaliste tout entier tend constamment à abaisser le salaire (par l'inflation, par le chômage, par l'impôt direct et indirect) et donc à réduire la consommation populaire et en premier lieu celle de la classe ouvrière.

2° L'économie impérialiste d'un pays comme la France est loin de reposer sur la production de biens de consommation pour les masses. Au contraire, et particulièrement à une époque où la bourgeoisie, en crise cherche avidement des marchés du côté des pays du Tiers-Monde en voie d'industrialisation, elle s'oriente, pour une part très importante, vers la production de

biens d'équipements (machines, usines, centrales nucléaires, matériel de forage pétrolier, etc...) et aussi d'armements. Une relance, minime comme le proposent les révisionnistes, de la consommation populaire, n'est pas du tout en mesure d'apporter la moindre solution aux difficultés des capitalistes.

3° Le secteur lui-même de la production des biens de consommation, dans un pays impérialiste, du fait notamment de l'inévitable sous-consommation des masses, est largement tourné vers l'exportation. C'est flagrant pour le secteur automobile qui exporte, pour près de la moitié, sa production. Que peut, pour la santé de ce secteur capitaliste, une relance (minime de toute façon) de la consommation ?

C'est pourquoi, la bourgeoisie est capable, à certains moments, de prendre de telles mesures de relance de la consommation. Comme Debré en 1965. Comme Pompidou en 1968, sous la pression des masses : relèvement sensible du SMIC par exemple. Mais ces mesures sont nécessairement toujours limitées et temporaires. Après 1968, en quelques mois, l'inflation, la dévaluation, et l'intensification accélérée du travail ont vite fait d'accroître, en fait, l'exploitation et l'appauvrissement de la classe ouvrière.

Ces mesures donnent au mieux, un «coup de fouet» artificiel à l'économie capitaliste, un bref instant. Mais elles sont radicalement incapables d'apporter une quelconque solution à ses contradictions.

## à qui sert la mystification ?

La réponse immédiate du PCF à la crise : la relance de la consommation populaire est donc une voie sans issue pour les travailleurs, fondamentalement incapable, malgré ses discours, d'enrayer le chômage.

Mais cette réponse illusoire, avec son apparente simplicité, tente de détourner les travailleurs des questions essentielles qu'ils se posent. Dans une période durable de récession, comme aujourd'hui, après des années de promesses sur la société de consommation, les masses en viennent de plus en plus à remettre en cause le système capitaliste. A saisir plus clairement que le chômage, l'inflation, la baisse du salaire réelle, l'intensification du travail sont directement engendrés par le pouvoir de la bourgeoisie et ne pourront être éliminés que par la destruction de ce pouvoir.

## LES TRAVAILLEURS ET LA CRISE



Le PCF s'oppose à cet approfondissement de la conscience révolutionnaire. Quand il déclare : «non la crise n'est pas fatale», il veut que l'on comprenne : «...pas fatale au capitalisme». Il cherche à montrer qu'il est possible de trouver une solution au capitalisme (la relance de la consommation) au chômage et plus généralement à la crise du capitalisme, sans détruire de fond en comble le système d'exploitation, le pouvoir bourgeois.

Ce faisant, il cherche à prendre appui sur l'aspiration grandissante à refuser de payer la crise, pour se propulser à la direction de l'Etat et de l'économie capitalistes. Ces mesures pourraient être appliquées immédiatement, dit-il, par Giscard Destaing, si les masses acceptaient de soutenir le PCF. Elles seraient encore mieux appliquées, si les masses réclamaient et obtenaient l'installation du PCF au gouvernement. Bref il n'y aurait d'autre issue pour les masses que de confier au PCF qui se transformerait alors en une nouvelle bourgeoisie, la gestion de l'Etat et de l'économie capitalistes.

Le programme de ces messieurs est d'ailleurs significatif de gestionnaires capitalistes qui savent pertinemment que, dans l'intérêt suprême du Capital, la relance de la consommation populaire doit rester dans un cadre extrêmement limité. Quelques exemples :

- le SMIC à 1 700 F, alors qu'il faut un minimum de 2 000 F pour vivre décemment aujourd'hui.
- Prime de rentrée de 200 F pour les écoliers. Giscard, lui a généreusement versé 250 F cette année !
- blocage du prix du loyer, alors que tous le monde sait que ce sont les charges qui montent en flèche.
- suppression de la TVA sur certains produits. C'est une méthode déjà expérimentée par Giscard pour masquer la hausse des prix. Et ainsi de suite. Rien de sensiblement différent des mesures de saupoudrage prises périodiquement par la bourgeoisie pour tenter de dissimuler la paupérisation des masses.

Le PCF cite souvent la période d'après-mai 68 qu'il présente comme la période de prospérité pour les travailleurs. La bonne santé de l'économie aurait été due alors aux augmentations de salaires issues des accords de Grenelle. Voyons les chiffres. De 68 à 70, la production a augmenté de 14% et la consommation seulement de 11%. Les exportations ont crû de 40% et les bénéfices des entreprises de 26% ; mais les impôts de 23%. De l'amélioration des conditions de vie des travailleurs les patrons ont tout récupéré et n'ont fait qu'aggraver l'exploitation ! En 68, hausse de la productivité : +8%, et accidents mortels du travail : +10%. Le chômage touche officiellement 300 000 personnes.

## à la bourgeoisie de payer la crise !

Pour riposter à la crise du capitalisme, la classe ouvrière doit s'engager et s'engage déjà, à travers ses luttes et ses réflexions, dans une logique de combat radicalement opposée.

Il ne s'agit pas de rechercher d'autres méthodes de gestion, d'autres gestionnaires du capitalisme, susceptibles d'adoucir les conséquences de la crise. C'est de toute façon impossible.

Il s'agit de refuser résolument, dans tous les domaines, de subir, de payer les conséquences de la crise. Cela signifie : dire non à tout licenciement, exiger le paiement intégral des heures chômées, la semaine de 40 H, la retraite à 55 ans pour les hommes et à 50 ans pour les femmes, le SMIC à 2 000 F, l'abaissement des cadences.

Et le front de lutte autour de la classe ouvrière pour faire payer la crise à la bourgeoisie, s'il doit déboucher sur un mouvement d'ensemble, ne peut trouver son unité, sa force que dans la perspective de la destruction du pouvoir bourgeois, dans la perspective de la révolution, du pouvoir des ouvriers et des paysans.

Oui, la crise doit être fatale au capitalisme.

Gabriel FERREOL

débat avec le Quotidien du Peuple

### LES TRAVAILLEURS ET LA CRISE

44, rue de Rennes  
**VENDREDI 31 OCTOBRE**  
 à 20 H 30

avec Michel FLORAC et Stéphane RAYNAL

## SANCAR

## " il faudrait qu'on s'y mette tous "

Sancar : c'est une vieille usine, au fond d'une impasse, rue de Bagnolet. De chaque côté du pavé, des ateliers vétustes, des morceaux de ferraille et de tôle. Les grévistes se sont rassemblés, comme chaque jour, dans une pièce du premier étage. Ils se chauffent en faisant marcher la vieille cuisinière à gaz. Ils sont près d'une trentaine, beaucoup de travailleurs immigrés, arabes, maliens, yougoslaves, italiens, et français. Depuis le 30 septembre, ils ont cessé le travail : ils en ont assez.

Les salaires ? A peine le SMIC après 20 ans de boîte ! Les conditions de travail ? «Le toit prend l'eau, quand il pleut on travaille les pieds dans l'eau». Des

gaz aussi, qui proviennent des fours de cuisson de la peinture des meubles métalliques. La seule solution trouvée par la direction pour supprimer ces gaz, c'est de faire un trou ! Non seulement c'est inefficace, mais encore cela provoque des courants d'air, des chauds et froids pour les ouvriers. D'autant plus qu'il n'y a pratiquement pas de chauffage. A la peinture, les travailleurs ressortent de leur poste de la couleur des meubles. Ils respirent du trichloroéthylène à longueur de temps. Au secteur papeterie, qui emploie une dizaine de femmes, c'est 8 H 30 de travail, debout.

Face à cette situation scandaleuse, les travailleurs s'organisent. Une section syndicale CFDT est montée, avant les vacances. Le patron est contraint de s'engager à faire des réparations (mais les promesses ne sont toujours pas tenues) et à payer le SMIC, cela ne saurait suffire, les travailleurs se mettent en grève.

Ils exigent : la révision des classifications, le réajustement des salaires, une augmentation de 15% pour tous, des locaux propres et entretenus, des vestiaires et un réfectoire décent.

Le patron refuse toujours de céder. Il essaie d'acheter certains grévistes, en particulier des «chefs de groupe», en leur proposant une augmentation de 400 F. Il pleure misère, prétend que toutes les commandes sont annulées, que sa

boîte va couler. En même temps, il essaie d'embaucher un peintre pour terminer des meubles et les expédier. Echec là aussi. Mais il refuse toujours de céder.

Les travailleurs organisent la solidarité. Ils font des collectes dans le quartier, devant les usines, au métro. Au café où ils sont venus boire un verre, des ouvriers de la SCRIPTA, boîte du quartier, viennent leur apporter une collecte, et les appellent à venir les soutenir dans leur lutte. Dimanche, un bal de solidarité a eu lieu, des travailleurs sont venus nombreux du quartier, mais aussi de Chausson. Pour eux, cette solidarité est précieuse : «Le patron espère qu'avec la fin du mois, les loyers à payer, on va reprendre. Il faut absolument que le soutien soit encore plus grand».

Au bout d'un mois de grève, ils continuent la lutte. Cette vieille ouvrière, qui est au bord de la retraite, participe activement à la grève, même s'il ne lui reste plus que quelques mois dans cette usine. Elle en a trop bavé, pendant des années, pour ne pas participer à la lutte. Les travailleurs des différentes nationalités aussi. Un vieil ouvrier, qui, dès l'âge de 15 ans soutenait la lutte des républicains espagnols et qui, depuis, n'a pas baissé les bras. Tous pensent que, face au chômage, à la hausse des prix, à l'offensive des patrons, seule la lutte paie. Eux qui ne sont là qu'une trentaine, en lutte, ils nous disent : «il faudrait qu'on s'y

mettent tous, dans toutes les usines, pour les faire reculer». Quand on parle des perspectives politiques, les discussions deviennent passionnées. On commente les déclarations de la CFDT «la gauche n'est plus crédible». C'est ici un sentiment largement partagé. Le PCF n'a même pas daigné apporter son soutien à la lutte ! On parle des nationalisations, de Renault, du «pillage» du programme commun par Giscard, pour eux, leurs espoirs ne sont guère dans la «gauche», mais dans la lutte, la lutte la plus large.

Monique CHÉRAN



les conditions de travail

Le soutien est à envoyer à :  
UPSM CFDT 26 rue de Montholon  
75 439 Paris Cedex 09  
CCP 6096 6 41 Paris  
«pour les grévistes de SANCAR»

## RÉPRESSION A LA SCRIPTA

La direction de la Scripta (Paris) veut licencier un délégué syndical CFDT. Motif ? «Non respect des cadences» ! Cela n'est qu'un prétexte. La réalité, c'est que le patron veut briser la combativité des travailleurs : en juin, ils avaient, par leur lutte, arraché une réduction du temps de travail. Ils continuent à se battre pour l'augmentation des salaires, l'hygiène et la sécurité, le respect du droit syndical... Les travailleurs de la Scripta, unanimes, refusent ce licenciement. Ils se rendront massivement au tribunal, aujourd'hui, pour l'empêcher. D'autant que, dans sa précipitation, le patron n'a même pas respecté le jour franc de préavis.

## Blanchisserie de Pantin

## ELARGIR LA LUTTE

La grève continue chez Elis, entreprise de blanchisserie à Pantin. Mardi, les travailleurs sont allés en délégation au ministère du travail. Il leur a été conseillé de ne pas insister sur la réintégration du délégué CFDT licencié ! C'est pourtant ce licenciement, décidé par le patron dans le but de démanteler l'organisation syndicale, qui a suscité la colère des chauffeurs et de l'ensemble des travailleurs. (voir QdP du 28-10) Il n'est pas question pour eux d'abandonner cette exigence.

Du côté du patron, c'est toujours le refus systématique de négocier sérieusement. La seule assurance qu'il a donné, c'est qu'il n'y aurait pas de sanction pour fait de grève ! Quand on sait que dans le même temps, il continue à exercer toutes les pressions sur les travailleurs qui

ne sont pas en grève, chantage au licenciement, au logement (certains employés sont logés par le patron)... Pourtant, il commence à n'être plus très sûr de lui : il aurait maintenant donné 20 F par jour aux non-grévistes, deux fois plus qu'au début de la grève.

Les travailleurs mènent la lutte pour élargir la grève à tous les secteurs. Ce matin, ils doivent distribuer un tract en direction des employés de bureaux. Ils développent les contacts avec d'autres groupes de la blanchisserie, où les conditions de travail et de salaire sont aussi déplorables.

«C'est très important de prendre contact avec d'autres travailleurs, d'échanger nos expériences».

«Avant la grève, nous dit un chauffeur, je ne me tenais pas

au courant de tout ça. J'étais tellement crevé que je n'écouterais même pas la radio. Maintenant, quand j'entends parler de grève, je dresse l'oreille, ça me concerne. Ce matin, j'ai entendu parler des querelles entre les directions syndicales, les partis de gauche. Je me rends compte maintenant, dans la lutte, qu'on est obligé de prendre position sur toutes ces questions, parce que ça a une influence sur notre lutte.»

Sur tout cela, certains travailleurs commencent à s'interroger. Comment se fait-il, par exemple, que le PCF essaie maintenant de monter une section CGT, alors que, quand les travailleurs d'Elis ont voulu monter leur section, les dirigeants locaux de la CGT ont refusé de les aider, sous prétexte qu'ils s'étaient déjà cassés les dents. Les travailleurs craignent que la direction de la lutte leur échappe, que les décisions soient prises au sommet, que les «partis de gauche» tentent de récupérer leur lutte pour se faire mousser. Ils refusent de faire les frais de toutes ces querelles : «Il y a quelques jours, on parlait librement entre nous des initiatives à prendre. Maintenant, il risque d'y avoir les consignes de la CGT, et celles de la CFDT, une rivalité entre les organisations. Alors qu'au contraire on a besoin d'être plus uni que jamais.»

Que penser aussi de l'intervention de la député du PCF Jac-

queline Chonavel ! Hier soir, les travailleurs n'ont pas été consultés.

Les grévistes nous disent qu'il est nécessaire que chacun participe à la lutte, que les journées soient organisées, en sorte que le maximum de travailleurs restent mobilisés. Ils s'attachent à mieux s'organiser, à distribuer les tracts.

«Il faut prendre en compte les problèmes de chacun. Ça peut être la question des gosses : aujourd'hui, une des femmes est venue avec sa fille. Quand elle a vu que tout le monde acceptait ça, elle a été rudement contente, elle est allée faire des collectes avec elle. Mais il faut que ces problèmes soient réglés pour tous, collectivement.» nous déclare un gréviste.

Toutes ces questions nouvelles pour eux, c'est la lutte qui les a fait apparaître. Ils sont conscients qu'elle réclame d'eux toute leur vigilance, et la plus grande unité.

## A NOUVEAU LES FORCES DE RÉPRESSION

Les CRS ont fait évacuer, mardi 28, les travailleurs de la SIMAX (fabrique d'agrafes) à Rupt-sur-Moselle, dans les Vosges. Depuis le 22 octobre, ils occupent les locaux de leur entreprise pour s'opposer au licenciement d'un délégué CFDT.

## NANCY

Mardi, les travailleurs sociaux en formation de Nancy et de Metz étaient en grève pour les revendications suivantes :

- statut du travailleur social en formation et convention nationale de stage,
- droits syndicaux,
- 1 200 F pour tous,
- Non aux licenciements de formateurs,
- non à l'étouffement budgétaire du secteur social.

Pour populariser le mouvement, les travailleurs sociaux en formation ont manifesté, vendredi dernier et hier, en distribuant des tracts à Nancy et Metz, ils ont tenu une conférence de presse à Nancy. Voulant déposer une motion à la préfecture, les manifestants se sont vus bloqués par les forces de l'ordre. L'après-midi du 28, une assemblée générale décidait des formes de lutte et faisait le lien avec les professionnels du secteur social sur leurs propres revendications :

- treizième mois,
- 40 H par semaine,
- temps de présence = temps de travail,

Depuis le vote du printemps dernier sur la loi sociale, les conséquences immédiates sont les suivantes :

- restriction budgétaire,
- licenciements de formateurs, surtout parmi les délégués syndicaux,
- suppression des bourses de 800 F, remplacées par un minimum de 450 F.

Le mouvement continue.

## LA REPRISE A ROCHLAND-HESSTON

Coëx, petite bourgade de 2 000 habitants environ, située à quelques kilomètres de la mer. Deux usines : une entreprise de confection (qui bat de l'aile) et Rochland-Hesston qui fabrique du matériel agricole, c'est tout et c'est peu. Rochland-Hesston emploie 408 travailleurs.

Une grève, avec occupation des locaux, avait déjà eu lieu. Les flics, cadres et agents de maîtrise avaient forcé, à plusieurs reprises les piquets de grève. Cela n'avait pas empêché les travailleurs d'obtenir des avantages substantiels certains. Mais la direction avait repéré ainsi les camarades les plus combattifs. Elle cherchait une revanche.

L'annonce des 63 licenciements et de la mise en chômage technique de 73 personnes pour une durée de 15 jours a jeté consternation et colère parmi les travailleurs.

Le 20 octobre, la grève illimitée avec occupation des locaux est votée. Les discussions avec la direction s'engagent. Rien de positif n'en ressort si ce n'est une répression accrue vis-à-vis des grévistes : chantage à la fermeture totale, pressions des cadres et de la maîtrise, CRS, fichage systématique de tous les grévistes, convocation des délégués devant le siège des référés des Sables d'Olonne...

Le jugement tombe vendredi matin, le 24, l'évacuation est ordonnée. La direction organise alors un vote. Sur un effectif de 408, 318 participent au vote et 200 votent pour la reprise. Celle-ci a lieu lundi dernier.

Les 200 travailleurs ayant voté la reprise, l'ont fait par peur, peur des flics, peur du chantage à la fermeture... Cela s'explique en partie par le fait que la prolétarisation de la région est encore faible, que la plupart des ouvriers sont d'anciens paysans, ayant peu l'expérience de l'organisation et du combat ouvrier. Mais des progrès énormes apparaissent depuis quelques années du fait des bas salaires, des cadences et de la répression patronale, de la crise qui frappe cette région déjà fortement sous-industrialisée.

Correspondant  
La Roche-Sur-Yon

## LES «4 HEURES SUR L'EMPLOI» A ISIGNY

Isigny : 3 500 habitants, 300 chômeurs sur Isigny et les alentours.

Dimanche, l'Union Locale CFDT organisait «4 H sur l'emploi». Bon nombre de travailleurs sont venus avec leur famille. Un montage audio-visuel passait en permanence : réalisé à partir d'interviews, de dessins, de chiffres, il montrait ce qu'était le chômage à Isigny : pas d'embauche, pas de qualification, les jeunes qui partent, une ville qui meurt !

Sur la place, une buvette, quelques jeux, de la musique, mais aussi des panneaux appelant les chômeurs à ne pas rester isolés. Des affiches sur les conditions de travail des ouvriers agricoles et leur salaire (pendant plusieurs années, un ouvrier agricole a touché 600 F par mois pour un nombre d'heures hebdomadaire très important - 62 H 30 -).

Les travailleurs de Caron-Ozanne avaient leurs stands, ils vendaient Ouest-Licenciements.

**paysans**

# le capitalisme accentue son emprise sur l'agriculture européenne

Le 28 juillet 1953, des barrages sont édifiés sur les routes de quatre départements du midi viticole : 400 dans le seul département de l'Hérault. Il y a tellement de monde pour les garder que les CRS renoncent à les démanteler. Trois mois plus tard 14 départements du centre seront aussi efficacement bloqués. C'est la première fois depuis un demi-siècle que les paysans troublent sérieusement «l'ordre public».

Après 1949 la France était sortie de la pénurie alimentaire et les cours des produits agricoles s'étaient mis à baisser. En 1952-1953, cette baisse se mue en une chute catastrophique : les paysans se révoltent. Alors le gouvernement Laniel est contraint de jeter les bases d'une première organisation des marchés agricoles. Ces mesures enrayerent le malaise sans le faire disparaître. Leur exécution est, en effet, confiée à des organismes privés et les paysans s'aperçoivent vite qu'elle profite plus aux intermédiaires qu'à eux-mêmes. Leur pression continue donc et, en 1957, de nouveaux décrets décident l'indexation du prix des produits agricoles sur le coût de la vie. Les indices retenus sont tels que cette indexation ne profite vraiment qu'aux «mieux placés». Pour eux commence un âge d'or...

Ce système d'indexation toutefois ne dure pas longtemps. De Gaulle arrive au pouvoir et

en février 1959 l'indexation, jugée inflationniste, est supprimée. La Vème république, cependant, ne veut pas paraître mépriser les paysans. Désormais il faut voir grand et Debré, en avril 1960, présente à la Chambre un projet de loi-cadre agricole qui doit, déclare-t-il, modeler l'orientation de l'agriculture française pour une génération et même davantage ! Les paysans ne sont pas longtemps dupes. Le 4 juin 1961, premier tour des élections cantonales, des urnes sont brûlées, Morlaix est investie et sa sous-préfecture occupée. A la fin du mois, malgré l'urgence des travaux agricoles en cette saison, des manifestations très dures, des coups de main, des sabotages se produisent dans cinquante départements... Pisani, nouveau ministre de l'agriculture, «passe aux barbares» et adopte en gros le programme du CNJA. Malgré les belles perspectives annoncées par ce ralliement, la hausse globale des revenus agricoles est minime. Les petits revenus sont, une fois de plus, les plus pénalisés. En 1963, une nouvelle vague d'agitation paysanne éclate...

Puisque la situation interne est toujours aussi difficile et paraît même, pour certains, insoluble, le marché commun agricole devient le remède-miracle, l'exécutoire pour les excédents, le terrain idéal d'expansion pour l'agriculture française. Depuis la signature du traité de Rome, les



choses n'avaient pratiquement pas avancé. Du coup, la France se met à faire le forcing. En décembre 1962, elle bouscule ses partenaires et obtient qu'une première série de marchés soit organisée. Les accords pour les autres produits suivront en 1963 et 1964. En 1968, le port paraît atteint : les produits agricoles peuvent librement circuler à l'intérieur du marché commun, la protection aux frontières est assurée, la solidarité financière pour régulariser les marchés est établie.

L'agriculture française est en pleine mutation : entre 1954 et 1962, en huit ans, près d'un million et demi de personnes ont quitté la campagne. Un travailleur sur quatre a quitté la terre. Des secteurs ruraux entiers se sont vidés de toute force vive.

Le clivage entre la ville et la campagne s'est durci. Ce mouvement de désagrégation et d'exode est bien loin d'être stoppé...

Et ceux qui restent ? On leur dit : «Maintenant que nous sommes entrés dans le marché commun agricole, il nous faut être sérieux». Pour eux, c'est la plongée dans l'enfer de la course à la rentabilité, à la compétitivité :

Nécessité d'investir pour s'agrandir : ce qui veut dire participer à l'élimination des «petits» pour devenir plus «gros».

Nécessité d'investir pour accroître sa productivité : acheter des machines, des équipements qui, le plus souvent, seront dépassés avant d'être amortis.

Nécessité d'investir : donc nécessité d'emprunter. Ce qui veut

dire travailler toujours plus pour rendre au capital l'intérêt qu'il exige.

Tout agriculteur est désormais pris dans une alternative : ou bien il parvient à répondre aux impératifs de la reproduction du capital (il paie ses annuités) ; ou bien il disparaît et va rejoindre les rangs des prolétaires.

En entrant dans cet engrenage, les agriculteurs font l'expérience de la vraie nature du marché commun agricole. L'intégration agricole européenne n'est pas une question de surface ou de géographie : on ne lève pas simplement les barrières séparant plusieurs champs pour en obtenir un plus grand. Ce n'est pas plus une question de débouchés ou de technique commerciale «neutres». L'entrée dans le marché commun exige une soumission chaque jour plus directe aux impératifs du capital ; donc une atteinte plus marquée par ses contradictions. C'est pour cela que l'entrée dans le marché commun agricole n'a rien résolu :

Le mardi 23 mars 1971, cent mille agriculteurs belges, allemands, français, italiens manifestent dans les rues de Bruxelles. Le bilan est lourd : un mort, plus de cent blessés, des dégâts importants...

(à suivre)

J.C.D.

**international**

## ARGENTINE

par ALAIN LABROUSSE et FRANÇOIS GÈZE. (auteurs du livre «ARGENTINE : RÉVOLUTION ET CONTRE-RÉVOLUTIONS»)

## les luttes ouvrières

-2-

une longue tradition de luttes violentes

A la suite de la chute de Peron, l'armée entreprend la remise en ordre du pays, afin de préparer l'arrivée des investissements américains et européens. On casse donc de l'ouvrier et du péroniste. C'est en particulier cette violente répression exercée à la fois contre les tenants du régime déchu et contre la classe ouvrière qui contribue à identifier encore davantage pour cette dernière les deux notions : péronisme-travailleurs. Ceci est important si l'on veut comprendre par la suite la fidélité des masses à l'égard du «leader».

La résistance péroniste s'organise d'abord de façon spontanée et anarchique. Plus de 5000 bombes exploseront les deux premières années. En 1959, éclateront une série de grèves dures comme celle du frigorifique Lisandro de la Torre.

Mais la violence de la répression et l'attitude collaborationniste de la bureaucratie syndicale réussissent à contenir tant bien que mal les luttes jusqu'en 1968. Cette année-là, la gauche péroniste créera une centrale ouvrière combative, dirigée par Raimundo Ongaro : la CGT des Argentins. Celle-ci sera à son tour



manifestation contre la répression

débordée par les luttes spontanées à la base comme le «Cordobazo» en mai 1969.

Lors de ces émeutes qui éclatent à Córdoba, la capitale provinciale de l'automobile, on voit la classe ouvrière, appuyée par la petite bourgeoisie commerçante et intellectuelle, se rendre maîtresse de la ville. L'armée devra la reprendre quartier par quartier, en détruisant les barricades sous le feu croisé des francs tireurs. La plupart des villes de l'intérieur sont le théâtre d'événements semblables, qui se reproduiront en 1971 : dès lors, la bourgeoisie n'aura plus qu'un recours pour canaliser les luttes des masses : rappeler Peron.

les luttes ouvrières sous le troisième gouvernement péroniste (mai 1973...)

L'arrivée de Peron, le 20 juin 1973, loin de canaliser les luttes, a eu tendance à leur donner un nouvel élan. En effet, d'une part les secteurs les plus avancés de la classe ouvrière ne se sont pas laissés endormir par la démagogie populiste et ont jugé le gouvernement aux actes. D'autre part, les vastes secteurs touchés par les Monto-

neros et la gauche péroniste, malgré l'ambiguïté des positions défendues par leur direction, ont souvent entrepris des luttes anti-bureaucratiques... au nom de Peron.

Lorsque Peron meurt le 1<sup>er</sup> juillet 1974, la bourgeoisie voit disparaître un formidable élément de contention des luttes populaires. Elle doit donc exercer une répression majeure en utilisant l'appareil répressif mis en place par lui.

Elle va utiliser les escadrons de la mort, lancer l'armée contre la guérilla et mettre hors la loi les syndicats d'avant-garde : celui de l'automobile et de l'électricité de Córdoba et celui des typographes de Buenos Aires. De nombreux militants sont assassinés.

Cependant, après une période de repli, les luttes reprennent. Elles ont en particulier débouché sur le grand mouvement de juillet 1975 qui a permis d'obtenir d'importantes augmentations de salaire, et la chute du sinistre Lopez-Rega, avec toutes les ambiguïtés que nous avons signalées. Cependant ces luttes restent le plus souvent spontanées ou parcellaires sur le plan syndical.

Mais ceci renvoie également à l'absence de direction politique à la hauteur de la combativité de la classe ouvrière argentine ; c'est ce que nous verrons dans un dernier article.

**bloc-notes**

**télévision**

# les médicaments

C'est un débat à la mode que celui des médicaments. Dans les colonnes de la presse bourgeoise, de la presse «familiale» ou «féminine» spécialisée, ce thème fait irruption massivement.

A quoi correspond cet intérêt soudain pour cette question ? Comment s'expliquer que le même capital financier qui fait fortune avec les médicaments s'inquiète par la bouche de ses porte-parole gouvernementaux, de leur trop grande consommation ? Et comment comprendre le double mouvement des travailleurs qui les pousse tout à la fois à en consommer de plus en plus et à devenir de plus en plus méfiant quant à leur action réelle ?

Autour des médicaments c'est un ensemble de problèmes de société qui sont posés :

- celui de la reproduction de la force de travail pour le profit de la classe capitaliste.
- celui des superprofits des trusts pharmaceutiques, de leur place dans le budget de la santé, du «remède-miracle» des nationalisations.
- celui du rapport des travailleurs à la médecine et à la pharmacie dans cette société.

**QUE NOUS OFFRE LA BOURGEOISIE ?**

Les uns nient toute utilité aux médicaments modernes, nient tous les bienfaits qu'ont apportés certains médicaments et proposent de dépasser la douleur et de s'en tenir à la pharmacie traditionnelle.

Le défenseur le plus à la mode de ces idées c'est l'ecclésiastique Ivan Ilitch, dont les œuvres telle «Némésis Médicale» ont défiées la chronique. Il s'appuie sur le rejet grandissant des médicaments nuisibles ou inefficaces dont les travailleurs ont fait l'expérience, mais c'est pour déboucher sur la nostalgie du temps passé et la suppression de tout médicament.

Variante de ce courant, ceux qui proposent de revenir aux plantes, de manger «biologique»

ou végétarien et qui font fortune dans les «maisons claires» et officines spécialisées.

Ce sont les mêmes trusts qui dans de nombreux cas assurent la production et la promotion des médicaments courants et de la «pharmacie verte». Mais la tendance principale c'est bien celle qui depuis des années pousse à la consommation pharmaceutique. A la télévision c'est régulièrement qu'on entend le doux bruit des bulles d'un comprimé effervescent miracle accompagné de la caution qui se veut scientifique, bien connue de tous : le «demandez à votre pharmacien ce qu'il en pense !».

Depuis la «société de consommation», les laboratoires utilisent tous les moyens pour forcer la consommation et lancer leurs nouveautés.

Tous les intermédiaires y gagnent ; de l'industriel pharmaceutique au pharmacien détaillant, en passant par le médecin.

Le chiffre d'affaires des industriels pharmaceutiques, de 11 milliards de francs pour 74, a progressé de 12 % en 1 an.

Alors il y a de quoi s'étonner quand on entendait l'an dernier Chaban Delmas dénoncer les abus des trusts et cette année Simone Weil parler de réprimer la consommation pharmaceutique faisant chorus avec les «consommer moins mais vivre mieux», que la bourgeoisie brandit dans son chantage à la crise.

Nous reviendrons dans les articles qui suivront sur les profits des trusts pharmaceutiques, l'utilité, l'efficacité des médicaments, l'orientation de la recherche pharmaceutique, les aspirations des travailleurs, la politique de la bourgeoisie dans ce domaine.

Nous ferons place aux témoignages, aux contributions, aux révélations des lecteurs que nous invitons d'ores et déjà à écrire pour enrichir ce dossier.

Docteur Quotidien du Peuple.

SUR TF 1

# c'est dur d'être chomeur

La télévision parle du chômage ; on ne peut plus lui reprocher de nous donner que du Chirac et du Giscard à regarder. TF1 s'inquiète des problèmes travailleurs.

La preuve : l'autre soir, on a vu les reporters de TF1 mener l'enquête. Ils sont allés dans les files d'attente de l'A.N.P.E. Ils ont trouvé un chômeur qui se



laisse filmer ; ils sont allés chez lui ; ils ont discuté avec lui de ses problèmes ; ils ont laissé un chômeur s'exprimer librement à la télévision française : «Oui, Mesdames, Messieurs, le chômage c'est un grave problème, il y a 1 million de chômeurs, c'est pour cela qu'aujourd'hui nous vous montrons cet homme.

Il a 42 ans, il est chômeur depuis trois mois ; il s'agit d'un «licenciement économique» ; il fait partie des 10 % de chômeurs privilégiés qui touchent l'allocation de 90 %. Nous le voyons à sa table en train d'éplucher les petites annonces, en train de répondre aux rares offres. Il veut travailler, mais il ne peut pas. On ne veut pas de lui !

Non, il n'est pas ouvrier. Non, il n'est pas un paysan ruiné. Non, il n'est pas employé de

bureau, vendeur ou je ne sais quoi ! Il est...P.D.G. !»

Le reporter nous fait participer au malheur de cet homme, littéralement abattu dans la pleine force de l'âge...

TF1 : «Aujourd'hui vous touchez 9 000 francs d'allocation puisque vous gagniez avant 1 million par mois. Si vous aviez 5 000 francs

par mois, qu'en diriez-vous ?» Réponse du chômeur : «Alors là, je crois que je commencerais à paniquer !»

Eh oui ! Un chômeur à 9 000 francs par mois, le chômeur type quoi, celui sur lequel vous tombez à chaque coin de rue ; c'est le cas qu'a choisi la télévision ! La caméra se déplace et cadre alors le bureau de ce «chômeur». Les petites annonces du Point, du Figaro, de l'Express, offrant des emplois de Directeur Commercial.

Et il aurait fallu s'apitoyer sur ce type qui a dû licencier des travailleurs pour faute professionnelle, pour «arriver trop souvent en retard», pour «créer une gêne dans l'entreprise»....

Un lecteur de Strasbourg.

**programme**

JEUDI 30 OCTOBRE

- TF 1  
 18 h 15 - A LA BONNE HEURE  
 19 h 20 - ACTUALITÉS REGIONALES  
 19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES  
 19 h 45 - LES COMPAGNONS D'EULEUSIS  
 20 h 00 - JOURNAL  
 20 h 30 - SALVATOR ET LES MOHICANS DE PARIS : feuilleton  
 21 h 20 - PORTRAIT : Tito et la Yougoslavie  
 22 h 50 - ALLONS AU CINÉMA  
 23 h 20 - JOURNAL et fin

- A 2  
 18 h 30 - JOURNAL  
 18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS : Jeux  
 19 h 20 - ACTUALITÉS REGIONALES  
 19 h 45 - Y'A UN TRUC : jeux  
 20 h 00 - JOURNAL  
 20 h 30 - LE GRAND ÉCHOUQUER  
 23 h 30 - JOURNAL et fin

- FR 3  
 18 h 55 - FLASH JOURNAL  
 19 h 00 - POUR LES JEUNES  
 19 h 20 - ACTUALITÉS REGIONALES  
 19 h 40 - TRIBUNE LIBRE  
 19 h 55 - FLASH JOURNAL  
 20 h 00 - ALTITUDE 10.000 : jeu  
 20 h 30 - UN FILM, UN AUTEUR : «guépier pour trois abeilles»  
 22 h 45 - JOURNAL et fin

VENREDI 31 OCTOBRE

- TF 1  
 18 h 15 - A LA BONNE HEURE  
 18 h 45 - POUR LES JEUNES  
 19 h 20 - ACTUALITÉS REGIONALES  
 19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES  
 20 h 00 - JOURNAL  
 20 h 30 - AU THÉÂTRE CE SOIR : «L'enfer isabelle»  
 22 h 45 - JOURNAL et fin

- A 2  
 18 h 30 - JOURNAL  
 18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS  
 18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES  
 19 h 20 - ACTUALITÉS REGIONALES  
 19 h 45 - Y'A UN TRUC  
 20 h 00 - JOURNAL  
 20 h 30 - LA MORT D'UN TOURISTE  
 21 h 30 - APOSTROPHES  
 22 h 35 - CINÉ-CLUB : «Little Caesar»  
 24 h 00 - JOURNAL et fin

- FR 3  
 18 h 55 - FLASH JOURNAL  
 19 h 00 - POUR LES JEUNES  
 19 h 20 - ACTUALITÉS REGIONALES  
 19 h 40 - TRIBUNE LIBRE  
 19 h 55 - FLASH JOURNAL  
 20 h 00 - PROGRAMMES RÉGIONAUX  
 20 h 30 - VENDREDI : «l'eau»  
 21 h 30 - CIVILISATION : N°9  
 22 h 20 - JOURNAL et fin

\* A 21 h 20, sur TF 1, diffusion de l'émission «PORTRAIT» : ce soir TITO. L'émission doit contenir des documents et des interviews qui ne seront pas inintéressants. D'autre part, elle sera sans doute révélatrice de la façon dont la bourgeoisie peut aujourd'hui s'emparer du «socialisme» yougoslave pour combattre le pouvoir des ouvriers et des paysans.

**LE SCANDALE CONTINUE ! LA PAROLE DONNÉE AUX FASCISTES**

Mardi soir, les dossiers de l'écran ont osé donner la parole aux piliers du mouvement phalangiste. Les organisateurs n'avaient pas jugé suffisant de faire parler des néo-fascistes français après le film «Mourir à Madrid» ; la provocation continue. Elle s'intègre à présent dans la campagne scandaleuse menée dans la presse bourgeoise et aux bulletins d'informations radio-télévisés pour tenter de dresser un monument à la gloire du bourreau du peuple espagnol. Non, on ne nous fera pas oublier les crimes de Franco et de l'oligarchie ! Des franquistes à la télévision, c'est une insulte pour le peuple espagnol et pour les combattants des Brigades Internationales !

**feuilleton**

# memoires et aventures d'un proletaire

de Norbert Truquin

**Résumé :**

Norbert nous raconte sa vie d'ouvrier tisseur. Il est révolté par la course au profit qui se traduit, pour les travailleurs, par une exploitation féroce.

Il a fait des échantillons et le patron veut les lui payer à un prix dérisoire.

Ces échantillons devraient m'être payés à raison de cinq francs par jour.

Où en serions-nous, s'écria-t-il, s'il nous fallait payer les échantillons à ce taux-là ? D'abord vous auriez dû me présenter ces observations dès les premiers échantillons.

Vous ne m'aviez pas prévenu que vous m'occuperiez à échantillonner tout l'hiver. Vous vous y prenez adroitement ; vous demandez un échantillon de dix centimètres ; puis un de vingt, puis un de cinquante et les semaines se passent sans aucun autre travail.

Il fallait me faire ces réflexions aux premiers échantillons !

Si je ne l'ai pas fait, c'est que j'avais confiance dans la maison. Quand on a affaire à un négociant

honnête, on sait qu'il doit vous payer.

Oui, mais vous exiger cinq francs par jour, c'est exorbitant. Vous faites un échantillon, mais vous restez deux ou trois jours avant d'en préparer un autre ; vous n'êtes donc pas toujours occupé !

Mon métier est bien occupé puisque la pièce est dessus ; et qu'on ne fait rien en attendant vos ordres.

Le malicieux employé me proposa 125 francs d'indemnité pour un travail qui en valait 1.500 à raison de 5 francs par jour pour chaque métier.

Il faut réfléchir sur ce que vous faites, me dit-il ; vous avez trois métiers pour la maison ; pensez-y bien, et revenez demain ; la nuit vous portera conseil.

Il est certain que j'aurais dû imposer mes conditions dès le début et que je n'aurais pas eu gain de cause si j'avais fait citer le patron aux prud'hommes. Mais pour me punir d'avoir osé faire ces

réclamations, il me supprima les trois métiers.

Je ne perdis rien en quittant la maison qui nous avait plongés dans la misère moi et beaucoup d'autres chefs d'ateliers. Le bruit courait à Lyon, qu'après avoir fait préparer les échantillons pour rien aux Lyonnais, ce négociant envoyait les commandes aux autres fabriques qu'il avait en Prusse.

Nous étions en 1867. La misère étendait ses ravages à Lyon. Le commerce soutenu par la magistrature et par la force armée, avait tout en sa faveur et il en usait largement. Des ouvriers en châte ayant essayé de constituer une grève furent sévèrement punis ; quelques-uns d'entre eux furent frappés de cinq ans de prison.

Le gouvernement comprenant la gravité de la situation, lâcha un peu la bride et autorisa des réunions. On en tint plusieurs à la Rotonde, et chaque catégorie d'ouvriers en soieries demanda une augmentation des

tarifs. Beaucoup de négociants comprenaient la nécessité de cette augmentation, mais le plus grand nombre s'y opposait.

Les tisseurs désignèrent onze délégués pour les articles confections ; j'étais l'un des onze. Nous étions presque tous chefs d'ateliers ; on ne comptait parmi nous qu'un seul ouvrier.

Lors d'une réunion, Norbert intervient :

Les articles de soieries, repris-je, sont payés au même taux qu'avant la Révolution de 1848 et, depuis cette époque, les loyers et les vivres ont doublé ; l'augmentation est donc urgente. Les fabricants peuvent aisément l'accepter. Il y a vingt ans, quand on parlait d'une maison qui possédait un million, on citait le fait comme une exception ; aujourd'hui, nous comptons une foule de fabricants qui sont plus que millionnaires et ces fortunes se sont réalisées en moins de dix ans.

(A suivre)

international

le quotidien du peuple

TCHAD après la fermeture des bases françaises

LE FROLINAT PARLE

recueilli par Tobias Engel

Au début de cette semaine, les derniers soldats des bases françaises du Tchad ont quitté le territoire.

Notre envoyé spécial à Alger avait questionné à ce sujet le représentant du FROLINAT (FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE DU TCHAD).

«L'indépendance a été organisée de manière à ce que l'impérialisme français garde, à travers les tchadiens mis au pouvoir, le contrôle politique, économique et surtout militaire du pays. Ce qu'il faut bien voir c'est la stratégie de l'impérialisme français qui assure la défense de ses intérêts en installant des bases militaires pouvant contrôler les mouvements des peuples d'Afrique dans son ancien empire colonial.



Ces troupes d'occupation qui doivent s'en aller

te du peuple tchadien, du FROLINAT pour l'indépendance réelle du Tchad est un «mauvais» exemple pour les peuples dominés par notre impérialisme. Aujourd'hui on voit les fantoches installés par la France courir après d'autres partenaires comme la RFA ou les USA quand la France n'honore pas les contrats signés avec eux.

tre la nature du pouvoir en place à N'Djamena. (...)

Et, à propos du gouvernement Malloum et de la mesure d'expulsion des troupes françaises :

«Ce qu'il faut savoir c'est que la junte au pouvoir à N'Djamena a été installée par la France. Les rivalités entre par exemple l'impérialisme français et américain au Tchad ont obligé la France à reconsidérer ses liens avec Tombalbaye, à prévoir son remplacement par des hommes plus sûrs. On envisagea Outel Bono. Il fut

assassiné à Paris par les services secrets US.»

Après avoir exprimé ses doutes sur la sincérité des intentions anti-impérialistes de ce gouvernement, il concluait :

Ainsi la France va essayer de conserver ses bases militaires et ses hommes de main car ne l'oublions pas les services de renseignements généraux sont toujours dirigés par Gourvenec qui a aussi pour travail de commander la gendarmerie, la garde nomade et en même temps directeur de l'information, or Gourvenec travaille au Tchad, prêt par le gouvernement français. Quand à Pierre Clastre il est détaché dans un service du gouvernement à Paris.

Pour le FROLINAT la demande de retrait des troupes françaises est une demande inscrite depuis longtemps dans son programme d'action en 8 points. Aussi la demande de Malloum n'a-t-elle existé que par la pression du peuple dont la volonté est de voir cesser les ingérences de l'impérialisme français au Tchad. Si le retrait des troupes françaises est réel ce sera un point positif répondant au vœu de notre peuple. Pour nous, le FROLINAT, le combat continuera.

ESPAGNE la "junte démocratique" :

après Franco, le franquisme ?

« PROTÉGER LES INVESTISSEMENTS US »

Le Programme en 12 points de la Junte vaut la Déclaration !

Le point 2 proclame «l'amnistie absolue de toutes les responsabilités et faits de nature politique» ; autrement dit, les tortionnaires franquistes aussi seront amnistiés ! Dans le point 5, le droit de grève, de réunion et de manifestation sont proclamés à condition qu'ils soient pacifiques.

Ne nous imaginons pas que pour la Junte carrilliste, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ait un sens : non seulement, on ne trouve pas un mot dans ce programme sur les «colonies», en particulier le Sa-

hara occidentale, mais de surcroît, la Junte concède seulement «la reconnaissance, sous l'unité de l'Etat espagnol, de la personnalité politique des peuples catalan, basque, galicien et des communautés régionales qui le décident démocratiquement» (point 9). Si le terme de «personnalité politique» est bien vague, en revanche, la précision sur l'unité de l'Etat espagnol ne signifie-t-elle pas le refus du droit à l'autodétermination pour ces peuples ?

Il ne s'agit évidemment pas d'un outil fortuit, mais bien d'une ligne politique d'ensemble, puisque le point 12 du Programme prévoit «l'intégration de l'Espagne aux commu-

nautés européennes et le respect des accords internationaux». Ces accords sont ceux qui permettent à l'impérialisme américain d'installer des bases en Espagne, d'y stationner des troupes, de polluer les côtes par la présence de sous-marins nucléaires. D'ailleurs, Carrillo, qui n'est décidément pas avare de déclarations aux revues US, affirmait à Time sa volonté de «protéger les investissements nord-américains en Espagne, de maintenir les bases militaires», en expliquant qu'il ne veut pas «se faire des ennemis d'un pays aussi puissant que les Etats Unis...»

(demain, la suite de notre enquête)

QU'EST-CE QUE LE PARTI DE CARRILLO ?

La lecture du Programme de la Junte serait un parcours plein de surprises si l'on ne se rappelait quelques dates de l'histoire récente du P(C)E.

En 1956 : Carrillo lance le mot d'ordre de «Réconciliation Nationale». C'est l'exacte réplique des théories franquistes sur la «Paix Sociale», qui prétendent avoir réalisé l'unité de l'Espagne... en réalité sur des millions de morts.

En 1965 : Dans son ouvrage «Après Franco, quoi ?», Carrillo se prononce en faveur de la monarchie «si le peuple opte pour la monarchie».

En 1970 : Carrillo invente une nouvelle théorie, «Le Pacte pour la Liberté», à propos duquel il déclare : «Le régime espagnol a conservé des formes fascistes et notre premier devoir est d'en finir avec celles-ci. Pour y réussir, nous sommes prêts à signer des pactes, même si cela doit être avec le diable». Autrement dit, le contenu du régime franquiste, lui, aurait changé, seules les formes seraient en retard...

Aujourd'hui, le Parti de Carrillo s'affiche ouvertement avec les monarchistes.

Depuis 56, le Parti de Carrillo-Ibarruri a connu une suite ininterrompue de scissions dont celles de Balaguer et de Lister en 68 et 69, qui l'ont considérablement affaibli et désorganisé.

tous a hendaye samedi !

Dans toute la France des milliers de personnes s'apprêtent à marcher vers la frontière espagnole. La profonde solidarité qui anime le peuple de France envers la lutte des peuples d'Espagne s'affirme à l'heure de la mort du bourreau, avec la même détermination que depuis 40 ans.

Au collectif de préparation pour la marche, plusieurs dizaines de comités de toute la France ont commandé des affiches, pris rendez-vous pour Hendaye avec les autres villes. Les comités bretons et basques sont particulièrement dynamiques. Dans la région parisienne, la préparation de la marche mobilise de nombreux comités.

Nous sommes allés voir le comité du 20ème arrondissement où à une de ses permanences nous avons pu rencontrer de nombreux participants à la marche. Tous soulignaient l'importance d'une telle manifestation, rassemblement de masse antifasciste le plus important depuis longtemps. Leur intention est de se porter sur la jetée à Hendaye, pour que les basques de l'autre côté de la frontière soient témoins de cette importante manifestation. L'agonie de Franco, en ouvrant la perspective de luttes importantes en Espagne a élargi le nombre des participants à la marche. Les militants espagnols d'un comité contre la répression en Espagne, un groupe femmes, de nombreuses personnes inor-

ganisées se sont jointes à la marche. Des unions locales, CFDT, sans appeler officiellement à la marche, soutiennent l'initiative.

Les membres du collectif parisien, tout en soulignant l'ampleur de la mobilisation, appellent tous les participants à prendre toutes les initiatives pour élargir encore le nombre des participants, et prévoient dès à présent des actions de soutien prolongeant la marche.

L'heure est pour tous les antifascistes de participer massivement à la marche de samedi et de se préparer à multiplier les initiatives de soutien aux peuples d'Espagne.

beyrouth

le peuple : halte aux combats !

La véritable guerre civile, qui plonge aujourd'hui Beyrouth dans le chaos, est fondamentalement le fait de forces réactionnaires (notamment les «phalanges»), qui poursuivent le but d'une partition du Liban selon des critères religieux. Voici le genre de provocations auxquelles se livrent ces forces.

Dimanche dernier, une déclaration était publiée : «des Phalanges et leurs alliés s'en tiennent aux décisions du cessez-le-feu, mais c'est l'autre partie qui viole le cessez-le-feu». Au même moment, des phalangistes arrêtaient une voiture à Damour en direction du Sud, où se trouvaient deux responsables de «Al-Hadaf» organe du FPLP. Kassem Hamid, qui a réussi à s'échapper plus tard raconte qu'ils ont été transportés au siège des Phalanges à Damour, puis au siège du parti de Chamoun où, ils ont été torturés. Kassem Hamid a des os brisés. Son camarade a été retrouvé plus tard défiguré et brûlé dans une voiture abandonnée.

La population libanaise, les forces de la Résistance, s'opposent de plus en plus vigoureusement au développement des combats.

En début de semaine, deux rassemblements se sont tenus : l'un à Sour, avec 6 000 personnes, présidé par le chef religieux Chite, Imam Moussa El Sadr, le chef religieux Chite, Moussa al Sadr a fondé le «mouvement des opprimés» qui regroupe essentiellement les chites originaires du sud et de la Bekaa. Auquel s'est joint l'évêque Georges Haddad. Moussa el Sadr a attaqué «ceux qui considèrent le Liban comme une compagnie commerciale, pareille à leurs propres compagnies, et dont ils veulent se partager chaque jour les profits». Il a aussi attaqué les «politiciens vicieux qui fuient vers les capitales européennes», et il a ajouté : «Il est temps que nous soyons unis et que nous disions à «Israël», musulmans et chrétiens que nous protégeons la révolution palestinienne et que nous la défendrons».

A Saïda, s'est tenue une réunion entre les forces patriotes et la Résistance Palestinienne et les Amicales des étudiants pour préparer une marche qui insistera sur le fait que les habitants du Sud forment une seule famille, et pour exiger l'arrêt des combats.

L'Union Générale des Travailleurs du Liban et l'Union des Travailleurs Palestiniens au Liban insistent sur l'attachement de la classe ouvrière à l'unité du Liban, son indépendance et son intégration au combat arabe palestinien. Elles s'élèvent contre les attaques sur les usines. Elles œuvreront de leur côté pour faire cesser les combats.

Yomna el Khalil